

La démocratie libérale face au populisme

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Incertitudes et précarités du lendemain

En Europe, les démocraties libérales sont en crise. Le malaise se situe à plusieurs niveaux. La nation-état traditionnelle rattachant territoire, nation et ethnie est à l'épreuve : L'économie du libre marché d'avant la globalisation a été suffisamment forte pour permettre l'État providence offrant une couverture sociale étoffée. L'économie remodelée par la globalisation s'est accompagnée de la perte d'emplois et d'un écart plus grand entre riches et pauvres ; la taxation est insuffisante pour financer l'appareil d'État responsable de l'octroi de services toujours plus coûteux (la philosophie républicaine aux États-Unis va à contre-courant de beaucoup d'autres car elle consiste à réduire la taxation et à confier l'octroi de services au secteur privé). L'immigration incontrôlée et mal intégrée à la société d'accueil amplifie les pressions économiques et sociales. Un scepticisme généralisé semble se dessiner par rapport aux partis politiques et aux médias.

Devant la menace de l'altérité de l'État-nation, des partis de droite et d'extrême droite se portent à la défense d'intérêts strictement nationaux et la xénophobie reprend du poil de la bête. Ainsi, la Pologne, la Slovaquie, l'Autriche, la Hongrie et l'Italie sont dirigés par des gouvernements nationalistes. Des partis nationalistes sont arrivés en deuxième position en France et en Hollande. Les partis nationalistes prennent plus d'importance dans beaucoup d'autres pays.

Y a-t-il un moyen d'endiguer cette tendance ?

L'État-nation face à la globalisation

La réalité économique de la globalisation remet en question une économie du libre marché et le mécontentement s'exprime par des appels pour un retour au protectionnisme. L'Union européenne a réussi à s'entendre sur une monnaie

commune et des standards communs, ainsi que sur la libre circulation dans l'espace de Schengen, mais elle n'a pas créé un nouvel idéal de nation extra territoriale. Les nationalismes particuliers y sont encore très forts. L'aporie du Brexit est à l'image du désarroi identitaire européen : la remise à l'ordre du jour d'une frontière qui séparerait l'Irlande du Nord du reste de l'Irlande alors qu'on y circule librement depuis 1923 touche bien des cordes sensibles au Royaume-Uni.

Les partis politiques sont dépassés par les nouvelles réalités

Aucun projet de société unificateur ne semble émerger dans l'Union européenne et l'Amérique de Trump se détourne d'un idéal libéral qui a été souvent émulé en Occident. Les partis politiques traditionnels semblent être dépassés par les réalités économiques et sociales de la mondialisation et par la méfiance du grand public à leur égard. La gauche communiste a fait faillite et la gauche socialiste ne semble pas à même de prendre la relève. Les partis centristes n'ont pas de solution miracle, s'essouffent ou sont critiqués à boulets vifs et le populisme trouve preneurs.

Un scepticisme grandissant par rapport aux médias

Motivés par le besoin d'augmenter leur cote d'écoute, les médias ont souvent tendance à simplifier leur message et le coiffer de titres sensationnels. Les journaux campés dans une idéologie particulière finissent par atrophier l'esprit critique. Il se développe à la longue chez le lecteur ou l'auditeur un scepticisme généralisé envers l'ensemble des médias. Les théories conspirationnistes se multiplient dans les réseaux sociaux relativement à leur manque d'indépendance : les médias sont souvent la propriété de multinationales et certains y voient un conflit d'intérêt potentiel.

La crise migratoire

La crise actuelle est exacerbée par l'échec de nombreuses sociétés du tiers-monde dont les élites et les masses désœuvrées cherchent souvent à fuir la corruption et l'indignité, fût-ce dans les pays disposant de richesses pétrolières et minières. L'Occident est perçu comme une société de liberté et de respect de droits de la personne. Mais l'on découvre que bien des migrants colportent avec

eux des modèles de société incompatibles et n'arrivent pas à surmonter le choc des valeurs sociales telles la liberté de la femme ou la remise en question de l'autorité patriarcale. Certains se réfugient dans des courants religieux radicaux qu'ils ont voulu fuir et une minorité sympathise avec l'action terroriste. Cette dernière a affecté l'équilibre délicat entre la sécurité et la vie privée : les besoins de surveillance, d'actions préventives et de fichage de suspects entravent jusqu'à un certain degré les libertés individuelles, aggravant le malaise ambiant.

Les valeurs libérales remises en question

La crise sociétale actuelle conteste toute une vision humanitaire et libérale. L'idée que tous les humains sont égaux, ont les mêmes intérêts et partagent les mêmes valeurs est mise en doute. Le secours humanitaire aux bateaux de migrants en Méditerranée est remis en question par plusieurs pays et notamment l'Italie ou le parti de la Ligue prône des droits aux citoyens et non aux clandestins et se révolte contre « l'invasion » en cours. On assiste à des discours xénophobes et à des mouvements anti immigrants. Or la baisse de natalité dramatique en Europe rend justement l'immigration nécessaire dans un futur proche et l'Europe n'aura pas d'autre choix que celui d'augmenter ses quotas d'immigration...

Repenser la notion des droits et des devoirs

Dans les sociétés occidentales, on a tendance à mesurer parfois le degré de démocratie à celui de la protection des minorités. Le [pacte de Marrakech](#) sur l'immigration - même s'il n'est pas contraignant - symbolise cette attitude et les critiques qui lui sont apportées reflètent la remise en question de cette vision : le pacte traite des responsabilités des sociétés d'accueil vis-à-vis de l'immigrant et de sa culture d'origine en omettant les devoirs de l'immigrant consistant à intégrer la langue et les valeurs de la société d'accueil. Et pourtant, il existe des minorités immigrées qui vivent complètement en marge de la société !

Des droits et des devoirs.

L'instruction civique semble avoir disparu du cursus scolaire. Il est essentiel de s'entendre sur des valeurs de base communes et un sens du devoir à toutes et à tous. Ce n'est pas la moindre des gageures. Dans le cas de la France, si toutefois

l'exercice de consultation publique qui y prend place suite aux manifestations des [gilets jaunes](#) est réussi, il sera possible de mieux comprendre les nouvelles réalités, de s'en faire un sens commun, de s'ajuster en conséquence et d'endiguer le populisme.